

# Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes  
au budget de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11 .  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2018-06-01

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

Les normes comptables du secteur public obligent que l'état consolidé des résultats ainsi que l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats budgétés. Les résultats budgétés doivent être présentés selon la même présentation que les résultats réels de l'exercice. Bien que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac dispose de l'information budgétaire des organismes qui sont sous son contrôle, dont les états financiers sont consolidés à ceux de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, la municipalité n'a pas présenté de budget consolidé à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette). Par conséquent, notre audit des données budgétaires s'est limité aux montants budgétés pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sans inclure les données budgétaires des organismes qui sont sous son contrôle à l'état

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

consolidé des résultats ainsi qu'à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette).

**Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

---

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2018-06-01

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Réalisations</b>	
		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	6 928 722	6 775 912
Compensations tenant lieu de taxes	2	94 674	102 068
Quotes-parts	3	436 545	(69 297)
Transferts	4	694 160	1 410 089
Services rendus	5	386 576	564 160
Imposition de droits	6	486 267	502 583
Amendes et pénalités	7	104 220	101 900
Revenus de placements de portefeuille	8	21 929	9 969
Autres revenus d'intérêts	9	89 376	77 415
Autres revenus	10	198 503	255 964
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 440 972	9 730 763
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	1 303 820	1 363 775
Sécurité publique	15	1 921 618	1 839 090
Transport	16	1 600 633	2 084 279
Hygiène du milieu	17	1 916 865	1 907 791
Santé et bien-être	18	52 968	51 952
Aménagement, urbanisme et développement	19	343 959	295 066
Loisirs et culture	20	933 809	927 446
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	208 627	249 341
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	8 282 299	8 718 740
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	1 158 673	1 012 023
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	21 246 028	20 234 005
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(445)	
Solde redressé	28	21 245 583	20 234 005
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	22 404 256	21 246 028

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 866 469	1 402 420
Débiteurs (note 5)	2	3 388 681	4 277 681
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 255 150	5 680 101
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 334 498	1 366 585
Revenus reportés (note 12)	12	205 352	133 583
Dette à long terme (note 13)	13	6 383 617	7 024 346
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	132 304	134 614
	15	8 055 771	8 659 128
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(2 800 621)</b>	<b>(2 979 027)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	25 097 497	24 088 312
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	52 296	76 340
Autres actifs non financiers (note 17)	20	55 084	60 403
	21	25 204 877	24 225 055
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>22 404 256</b>	<b>21 246 028</b>
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	23	22 404 256	21 246 028
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	24		
	25	22 404 256	21 246 028

Obligations contractuelles (note 20)  
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 158 673	1 012 023
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 2 164 562 )	( 1 677 515 )
Produit de cession	3	7 500	5 414
Amortissement	4	1 147 216	1 131 623
(Gain) perte sur cession	5	660	523
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(1 009 186)	(539 955)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	24 044	19 861
Variation des autres actifs non financiers	10	4 780	(5 595)
	11	28 824	14 266
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	95	
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	178 406	486 334
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(2 979 027)	(3 465 361)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(2 979 027)	(3 465 361)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(2 800 621)	(2 979 027)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	20	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	21	
Placements de portefeuille	22	
Autres		
-	23	
-	24	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	25	
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	26	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	27	
<b>Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice</b>	28	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 158 673	1 012 023
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 147 216	1 131 623
Autres			
- Gain / perte	3	660	522
-	4		
	5	2 306 549	2 144 168
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	889 000	379 465
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(32 087)	(239 364)
Revenus reportés	9	71 769	(10 364)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 310)	6 611
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	24 044	19 861
Autres actifs non financiers	13	5 319	(5 594)
	14	3 262 284	2 294 783
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 2 164 562 )	( 1 677 515 )
Produit de cession	16	7 500	5 414
	17	(2 157 062)	(1 672 101)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		82 455
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		82 455
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	652 188	284 248
Remboursement de la dette à long terme	24	( 1 294 442 )	( 1 700 426 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		(35 291)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 525	7 464
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(640 729)	(1 444 005)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	464 493	(738 868)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 402 420	2 141 288
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(444)	
Solde redressé	33	1 401 976	2 141 288
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	1 866 469	1 402 420

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont élimés.

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes suivants:

Consolidation  
ligne par ligne

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	32.00 %
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	24.01 %
Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes	14.09 %

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

### C) Actifs financiers

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

### D) Passifs

#### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

#### Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

#### Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

### E) Actifs non financiers

#### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

#### Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures

10 à 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans
Autres	20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus**

**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

#### Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

##### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur marchande.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés jusqu'à concurrence du coût des services passés.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

**Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**Régie de police du Lac des Deux-Montagnes**

- Avantages sociaux futurs
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

**I) Instruments financiers**

N/A

**J) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 856 318	1 402 420
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 1 010 151	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 1 866 469</b>	<b>1 402 420</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 344 077	302 644
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 2 231 257	3 511 755
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 567 845	87 724
Organismes municipaux	15 70 078	153 975
Autres		
- Droit de mutation	16 133 474	144 139
- Autres comptes à recevoir	17 41 950	77 444
	18 3 388 681	4 277 681
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 500 586	1 892 302
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 500 586	1 892 302
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(132 304)	(134 614)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(132 304)</u>	<u>(134 614)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	83 695	92 256
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	60 188	59 330
Autres régimes (REER et autres)	41		2 074
Régimes de retraite des élus municipaux	42	18 145	18 347
	43	<u>162 028</u>	<u>172 007</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	<u>46</u>	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**10. Emprunts temporaires*****Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac***

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel et qui sont renouvelables annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2017.

***Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes***

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 500 000\$ au 31 décembre 2017, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 32.00%). Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2017.

***Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes***

La Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 500 000\$ au 31 décembre 2017, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 24.01%). Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2017.

***Régie de police du Lac des Deux-Montagnes***

La régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 750 000\$ au 31 décembre 2017, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 14.09%), au taux préférentiel. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2017.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	553 215	523 333
Salaires et avantages sociaux	48	357 482	311 828
Dépôts et retenues de garantie	49	334 967	351 823
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	27 863	147 529
- Organismes municipaux	54	46 843	32 072
- Autres	55	14 128	
-	56		
-	57		
	58	1 334 498	1 366 585

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	30 136	19 531
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	153 208	90 470
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Produits de la criminalité	66	5 202	5 140
- Autres	67	10 806	2 220
- Politique familiale	68	6 000	
-	69		16 222
	70	205 352	133 583

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,25	3,18	2018	2026	71	6 388 739
Obligations et billets en monnaies étrangères					72	
Gains (pertes) de change reportés					73	
					74	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	
Organismes municipaux					76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77	
Autres					78	
					79	6 388 739
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 5 122 ) ( 6 647 )
					81	6 383 617

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2017</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2018	82	90	1 174 097	98	107	115	1 174 097
2019	83	91	1 067 904	99	108	116	1 067 904
2020	84	92	726 751	100	109	117	726 751
2021	85	93	707 525	101	110	118	707 525
2022	86	94	563 327	102	111	119	563 327
2023 et +	87	95	2 149 135	103	112	120	2 149 135
	88	96	6 388 739	104	113	121	6 388 739
Intérêts et frais accessoires				105		122	
	89	97	6 388 739	106	114	123	6 388 739

**Note**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(2 800 621)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( ) ( )
Autres	126	( ) ( )
	127	(2 800 621)
		(2 979 027)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128	7 438 229	156		183		210	7 438 229
Eaux usées	129	16 731 868	157	647 595	184		211	17 379 463
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	5 163 036	158	488 437	185		212	5 651 473
Autres	131	2 052 415	159	426 125	186		213	2 478 540
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	4 127 735	161		188		215	4 127 735
Améliorations locatives	134	24 047	162	18 789	189		216	42 836
Véhicules	135	923 755	163	15 539	190		217	939 294
Ameublement et équipement de bureau	136	684 808	164	18 476	191		218	703 284
Machinerie, outillage et équipement divers	137	797 870	165	121 702	192	27 200	219	892 372
Terrains	138	122 151	166	2 500	193		220	124 651
Autres	139	96 124	167		194		221	96 124
	140	<u>38 162 038</u>	168	<u>1 739 163</u>	195	<u>27 200</u>	222	<u>39 874 001</u>
Immobilisations en cours	141	<u>330 769</u>	169	<u>425 399</u>	196		223	<u>756 168</u>
	142	<u>38 492 807</u>	170	<u>2 164 562</u>	197	<u>27 200</u>	224	<u>40 630 169</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143	2 683 706	171	185 956	198		225	2 869 662
Eaux usées	144	5 228 586	172	454 219	199		226	5 682 805
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	2 623 602	173	162 701	200		227	2 786 303
Autres	146	1 582 384	174	87 921	201		228	1 670 305
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	1 081 378	176	105 871	203		230	1 187 249
Améliorations locatives	149	10 762	177	1 931	204		231	12 693
Véhicules	150	542 745	178	54 421	205		232	597 166
Ameublement et équipement de bureau	151	500 788	179	61 113	206		233	561 901
Machinerie, outillage et équipement divers	152	95 859	180	29 816	207	19 039	234	106 636
Autres	153	<u>54 685</u>	181	<u>3 267</u>	208		235	<u>57 952</u>
	154	<u>14 404 495</u>	182	<u>1 147 216</u>	209	<u>19 039</u>	236	<u>15 532 672</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<u>24 088 312</u>					237	<u>25 097 497</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	254	55 084
-	255	60 403
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	55 084
		60 403
<b>Note</b>		



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**18. Fonds local d'investissement**

	2017	2016
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>269</b>	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	(                    ) (                    )
	275	
	276	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dette à long terme	279	
	280	
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>281</b>	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282	
Supportant les engagements de prêts	283	
Supportant les garanties de prêts	284	
	285	

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité****2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 296
---	-----------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	) (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**20. Obligations contractuelles**

Contrats

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2018	2019	2020	2021	2022
Matières résiduelles	370 873\$	370 873\$	13 161\$	13 161\$	13 161\$

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	2018	2019	2020	2021	2022
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	120 200\$	102 720\$	102 720\$	65 549\$	63 217\$

**21. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

N/A

**b) Auto-assurance**

N/A

**c) Poursuites**

N/A

**d) Autres**

N/A

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

N/A

**23. Données budgétaires**

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé bien qu'elle dispose des renseignements nécessaires pour établir un budget consolidé.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**24. Instruments financiers**

N/A

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
1 Taxes	6 775 912	6 891 038	6 928 722	6 928 722			6 928 722	
2 Compensations tenant lieu de taxes	102 068	86 595	94 674	94 674			94 674	
3 Quotes-parts						1 462 262	(211 050)	
4 Transferts	276 672	267 137	333 021	333 021		19 407	352 428	
5 Services rendus	369 274	404 457	394 707	394 707		40 562	386 576	
6 Imposition de droits	502 583	394 570	486 267	486 267			486 267	
7 Amendes et pénalités	1 200	2 600	7 600	7 600		96 620	104 220	
8 Revenus de placements de portefeuille	9 969	10 000	21 929	21 929			21 929	
9 Autres revenus d'intérêts	77 384	56 520	89 367	89 367		9	89 376	
10 Autres revenus	65 435		35 206	35 206		577	35 783	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	8 180 497	8 112 917	8 391 493	8 391 493		1 619 437	8 288 925	
<b>Investissement</b>								
13 Taxes								
14 Quotes-parts						647 595	647 595	
15 Transferts	837 743		341 732	341 732			341 732	
16 Imposition de droits								
17 Autres revenus								
18 Contributions des promoteurs								
19 Autres	(69 360)		162 043	162 043		677	162 720	
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux								
21	768 383	8 112 917	503 775	503 775		648 272	1 152 047	
22	8 948 880	8 112 917	8 895 268	8 895 268		2 267 709	9 440 972	
<b>Charges</b>								
23 Administration générale	1 268 478	1 226 966	1 262 957	1 262 957	64 131	25 425	1 303 820	
24 Sécurité publique	1 796 961	1 762 648	1 820 800	1 820 800	54 223	1 357 807	1 921 618	
25 Transport	1 414 278	1 514 307	1 408 058	1 408 058	192 575		1 600 633	
26 Hygiène du milieu	1 505 273	1 608 569	1 510 447	1 510 447	479 519	288 999	1 916 865	
27 Santé et bien-être	51 952	51 843	52 968	52 968			52 968	
28 Aménagement, urbanisme et développement	289 198	334 395	336 553	336 553	7 406		343 959	
29 Loisirs et culture	826 053	810 198	811 498	811 498	122 311		933 809	
30 Réseau d'électricité			130 927	130 927		77 700	208 627	
31 Frais de financement	158 144	148 598						
32 Effet net des opérations de restructuration	925 544	910 675	920 165	920 165	( 920 165 )			
33 Amortissement des immobilisations	8 235 881	8 368 199	8 254 373	8 254 373		1 749 931	8 282 299	
34	712 999	(255 282)	640 895	640 895		517 778	1 158 673	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017		
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	712 999	(255 282)	640 895	517 778	1 158 673	
Moins: revenus d'investissement	2	( 768 383 )	( )	( 503 775 )	( 648 272 )	( 1 152 047 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(55 384)	(255 282)	137 120	(130 494)	6 626	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	925 544	910 675	920 165	227 051	1 147 216	
Produit de cession	5	5 414		7 500		7 500	
(Gain) perte sur cession	6	504		660		660	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	931 462	910 675	928 325	227 051	1 155 376	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	( 771 826 )	( 687 215 )	( 591 189 )	( 229 860 )	( 821 049 )	
	18	(771 826)	(687 215)	(591 189)	(229 860)	(821 049)	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 107 633 )	( )	( 87 669 )	( 60 237 )	( 147 906 )	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	351 101	25 000	41 452	25 084	66 536	
Excédent de fonctionnement affecté	21	79 869		151 218		151 218	
Réserves financières et fonds réservés	22	62 738	6 822	(102 691)	(2 401)	(105 092)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(6 564)	(6 564)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	386 075	31 822	2 310	(44 118)	(41 808)	
	26	545 711	255 282	339 446	(46 927)	292 519	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	490 327		476 566	(177 421)	299 145	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Réalizations 2017	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	768 383	503 775	648 272
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( 57 547 )	( 80 290 )	( 80 290 )
Sécurité publique	3	( 14 475 )	( 13 741 )	( 73 268 )
Transport	4	( 556 528 )	( 571 864 )	( 571 864 )
Hygiène du milieu	5	( 36 236 )	( 181 268 )	( 830 251 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( 7 696 )	( 7 696 )
Loisirs et culture	8	( 719 808 )	( 601 193 )	( 601 193 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	( 1 384 594 )	( 1 456 052 )	( 2 164 562 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements et participations à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(282 201)	340 000	340 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	107 633	87 669	60 237
Excédent accumulé	15		287 696	287 696
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17	379 473	54 818	54 818
Réserves financières et fonds réservés	18	487 106	430 183	490 420
	19	(1 179 689)	(685 869)	(1 334 142)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(411 306)	(182 094)	(182 095)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2016		2017		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	948 659	1 451 114	415 355		1 866 469
2 Débiteurs (note 5)	3 190 737	2 657 202	731 479		3 388 681
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)					
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
7 Autres actifs financiers (note 9)					
8	4 139 396	4 108 316	1 146 834		5 255 150
<b>PASSIFS</b>					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
10 Emprunts temporaires (note 10)					
11 Crédoiteurs et charges à payer (note 11)	793 711	1 006 268	328 230		1 334 498
12 Revenus reportés (note 12)	110 001	189 344	16 008		205 352
13 Dette à long terme (note 13)	5 248 308	4 781 804	1 601 813		6 383 617
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			132 304		132 304
15	6 152 020	5 977 416	2 078 355		8 055 771
16	(2 012 624)	(1 869 100)	(931 521)		(2 800 621)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>					
17	20 166 702	20 694 427	4 403 070		25 097 497
18 Immobilisations (note 15)					
19 Propriétés destinées à la revente (note 16)	76 340	52 296			52 296
20 Stocks de fournitures	48 914	42 604	12 480		55 084
21	20 291 956	20 789 327	4 415 550		25 204 877
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	713 184	635 309	71 257		706 566
23 Excédent de fonctionnement affecté	552 448	590 887	9 159		600 046
24 Réserves financières et fonds réservés	1 303 149	1 386 023	47 207		1 433 230
25 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir)	(154 993)	(139 344)	(98 489)		(237 833)
26 Financement des investissements en cours	(295 095)	(477 189)			(477 189)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16 160 639	16 924 541	3 454 895		20 379 436
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
29	18 279 332	18 920 227	3 484 029		22 404 256

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
<b>Rémunération</b>	1	1 551 557	1 497 864	2 452 749	2 414 174
<b>Charges sociales</b>	2	331 616	283 248	505 814	507 299
<b>Biens et services</b>	3	3 002 355	3 229 207	3 496 936	4 360 797
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	117 170	100 019	151 549	180 935
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	31 228	30 908	50 315	56 910
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	200		6 763	11 496
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	431 053	2 132 352	410 347	55 506
Transferts	10				
Autres	11	1 793 008			
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	172 837	58 390	58 390	
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	910 675	920 165	1 147 216	1 131 623
<b>Autres</b>					
- Créances douteuses	15		1 000	1 000	
- Autres	16	26 500	1 220	1 220	
-	17				
	18	8 368 199	8 254 373	8 282 299	8 718 740

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	706 566	768 748
Excédent de fonctionnement affecté	2	600 046	552 448
Réserves financières et fonds réservés	3	1 433 230	1 344 165
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	237 833 ) (	258 406 )
Financement des investissements en cours	5	(477 189)	(295 095)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	20 379 436	19 134 168
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	22 404 256	21 246 028
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	635 309	713 184
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	71 257	55 564
	11	706 566	768 748
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aqueduc	12	36 548	51 985
- Égout	13	216 937	233 796
- Disposition des boues	14	200 000	200 000
- Transport en commun	15	137 402	66 667
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	590 887	552 448
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Équilibre budgétaire	22	9 159	
-	23		
-	24		
	25	9 159	
	26	600 046	552 448
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
- Élections	27		35 000
- Patrimoine	28	50 000	25 000
-	29		
-	30		
-	31		
	32	50 000	60 000
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	804 812	711 939
Organismes contrôlés	38	32 131	27 080
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40	15 076	13 936
Montant non réservé			
Administration municipale	41	531 211	531 210
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 383 230	1 284 165
	48	1 433 230	1 344 165

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	
Autres	52 ( 98 489 ) ( 103 413 )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	
	54 ( 98 489 ) ( 103 413 )	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	
Autres		
-	58 ( ) ( )	
-	59 ( ) ( )	
	60 ( 98 489 ) ( 103 413 )	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	
Autres		
-	66 ( ) ( )	
-	67 ( ) ( )	
	68 ( ) ( )	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	
Autres		
- Autres	72 ( 139 344 ) ( 154 993 )	
-	73 ( ) ( )	
	74 ( 139 344 ) ( 154 993 )	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 ( 237 833 ) ( 258 406 )	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 117 614	70 576
Investissements à financer	83 ( 594 803 ) (	365 671 )
	84 (477 189)	(295 095)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 25 097 497	24 088 312
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 25 097 497	24 088 312
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 25 097 497	24 088 312
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 6 383 617 ) (	7 024 346 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 5 122 ) (	6 647 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 531 839	1 922 358
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 139 344	154 993
	98 ( 4 717 556 ) (	4 953 642 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( 505 ) (	502 )
	100 ( 4 718 061 ) (	4 954 144 )
	101 20 379 436	19 134 168

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi aux régimes de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes participe à 2 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont un fait l'objet du processus de négociations dès février 2015 et un est admissible au report. Certaines modifications ont été reflétées dans l'exercice précédent. Les incidences des nouvelles modifications apportées aux résultats de 2016 sont résumées ci-après :

- Incidence du partage du déficit des participants actifs (a) sur le coût du service courant de l'exercice : 3 023 \$ (cotisations salariales additionnelles afin de combler le déficit pour le service pré-2014);
- Incidence de la cotisation au fonds de stabilisation (b) sur le coût du service courant de l'exercice : 16 342 \$.

(a) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 50 % assumé par les participants, ce qui correspond au partage selon les ententes. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014. Depuis la signature de la lettre d'entente des policiers le 22 décembre 2016, les policiers versent une

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

cotisation additionnelle pour combler leur part du déficit (50 %) tel que prévue par la Loi RRSM et affecte le coût du service courant pour 2016.

Cette cotisation sera versée sur une période couvrant 52 paies par les policiers pour atteindre un montant total de 73 500 \$.

- (b) Certaines de ces modalités ont un impact sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). Pour les policiers, la lettre d'entente a été signée le 22 décembre 2016.

Pour les employés (cadres et cols blancs), malgré que les lettres d'ententes soit toujours en cours de finalisation, les cotisations pour l'année 2016 reflètent les ententes mentionnées ci-dessus, notamment en ce qui concerne le fonds de stabilisation.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (134 614)	(128 003)
Charge de l'exercice	4 ( 83 695 )	( 92 256 )
Cotisations versées par l'employeur	5 86 005	85 645
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(132 304)</u>	<u>(134 614)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 3 950 132	3 559 544
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 4 006 773 )	( 3 676 957 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (56 641)	(117 413)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (75 663)	(11 801)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (132 304)	(129 214)
Provision pour moins-value	12 ( 5 400 )	( 5 400 )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(132 304)</u>	<u>(134 614)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 3 319 886	2 960 901
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 3 376 528 )	( 3 083 713 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 6 696 414 )	( 122 812 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 169 925	147 574
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 203 068	203 068
	20 169 925	350 642
Cotisations salariales des employés	21 ( 92 290 )	( 70 065 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( 203 777 )	( 203 777 )
	23 77 635	76 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (705)	(508)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 5 495	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 (5 495)	5 004
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>76 930</u>	<u>81 296</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 224 737	208 250
Rendement espéré des actifs	33 ( 217 972 )	( 197 290 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 6 765	10 960
Charge de l'exercice	35 <u>83 695</u>	<u>92 256</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 299 694	207 421
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 217 972 )	( 197 290 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 81 722	10 131
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (22 826)	
Prestations versées au cours de l'exercice	40 145 972	169 962
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 11 554	10 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,97 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,97 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,98 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,24 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2017	2016
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( )	( )
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées. Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%. Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7.5% pour le personnel ayant plus de 3 années d'ancienneté.

Charge de l'exercice		2017	2016
Cotisations de l'employeur	106	60 188	59 330

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

REER collectif du conseil intermunicipal de transport des Laurentides

Charge de l'exercice		2017	2016
Cotisations de l'employeur	108		2 074

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109  Oui  
 110  Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice		2017	2016
	111	7	22

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112	<u>5 384</u>	<u>5 049</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	113	18 145	18 347
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>18 145</u>	<u>18 347</u>

---

**Note**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	4 786 485
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	513 007
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	846 507
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	31 254
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 421 731
---	----	-----------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	855 242
--	----	---------

---

Endettement net à long terme	16	5 276 973
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	33 695
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	65 606
-------------------	----	--------

---

Endettement total net à long terme	20	5 376 274
------------------------------------	----	-----------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	5 376 274
---	----	-----------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2017	2017	2017	2016
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 954 564	4 962 740	4 823 576
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 954 564	4 962 740	4 823 576
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	252 293	258 904	254 028
Égout	11	227 180	230 074	229 672
Traitement des eaux usées	12	400 681	402 338	401 072
Matières résiduelles	13	609 590	616 809	612 740
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	17 220	31 149	26 524
Service de la dette	18	429 510	426 708	428 300
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 936 474	1 965 982	1 952 336
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 936 474	1 965 982	1 952 336
	26	6 891 038	6 928 722	6 775 912

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	7 444	8 122	7 500
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	79 151	86 552	94 568
	35	86 595	94 674	102 068
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	86 595	94 674	102 068
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	86 595	94 674	102 068



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55	45 189	45 189	
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	6 529	34 004	14 857
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			178 121
Transport adapté	61			22 044
Transport scolaire	62			
Autres	63			68 842
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			1 703
Réseau de distribution de l'eau potable	68	12 133	8 071	25 611
Traitement des eaux usées	69		19 407	24 130
Réseaux d'égout	70	11 461	11 648	23 537
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	62 871	76 082	62 871
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	143 922		5 458
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		2 365	1 319
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	7 906	17 921	4 224
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	22 000	28 725	28 913
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	266 822	224 005	461 630

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	242 660	242 660	283 052
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			2 537
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	66 606	66 606	
Réseau de distribution de l'eau potable	107			93 154
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			93 155
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	32 466	32 466	368 382
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	341 732	341 732	840 280

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	108 701	108 701	107 864
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	315	315	315
	138	315	109 016	108 179
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	267 137	674 753	1 410 089

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144		40 562	29 513
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		40 562	29 513
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	4 656	4 628	4 588
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 656	4 628	4 588
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	72 039		
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	5 250	4 576	4 576
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	77 289	4 576	4 576
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	81 945	9 204	49 766
				38 677

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	24 269	29 051	24 350
	185	24 269	29 051	24 350
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	40 000	42 595	42 595
Sécurité civile	188			
Autres	189			43 744
	190	40 000	42 595	43 744
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	3 100	6 252	7 116
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			186 941
Transport adapté	195			14 136
Transport scolaire	196			
Autres	197			12 034
Autres	198			
	199	3 100	6 252	220 227
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201		200	200
Traitement des eaux usées	202	48 693	48 693	
Réseaux d'égout	203	26 000	28 667	28 667
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	8 450	6 065	6 065
Matières recyclables	205			
Autres	206	2 500	3 041	3 041
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			37 055
	210	85 643	86 666	37 973
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	161 000	208 769	208 769
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	500	1 584	1 584
Autres	222	8 000	10 586	200 107
	223	169 500	220 939	200 107
Réseau d'électricité	224			
	225	322 512	385 503	525 483
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	404 457	394 707	564 160

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	38 570	27 605	44 389
Droits de mutation immobilière	228	336 000	458 662	458 194
Droits sur les carrières et sablières	229	20 000		
Autres	230			
	231	394 570	486 267	502 583
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	2 600	7 600	101 900
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233	10 000	21 929	9 969
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	56 520	89 367	77 415
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		(660)	(523)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240		8 915	247 032
Autres contributions	241		35 000	(58 548)
Autres	242		153 994	68 003
	243		197 249	255 964
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
<b>Non audité</b>						
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	148 303	148 624		148 624	148 624	142 287
Greffé et application de la loi	46 585	40 712		40 712	40 712	817
Gestion financière et administrative	476 956	464 397		464 397	441 129	483 704
Évaluation	189 300	188 687		188 687	188 687	244 731
Gestion du personnel	21 270	32 379		32 379	32 379	34 984
Autres						
- Autres	344 552	388 158	64 131	452 289	452 289	457 252
-						
	1 226 966	1 262 957	64 131	1 327 088	1 303 820	1 363 775
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	1 390 909	1 411 709		1 411 709	1 458 304	1 442 713
Sécurité incendie	322 510	309 591	54 223	363 814	363 814	353 539
Sécurité civile	20 517	73 630		73 630	73 630	17 501
Autres	28 712	25 870		25 870	25 870	25 337
	1 762 648	1 820 800	54 223	1 875 023	1 921 618	1 839 090
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	602 875	527 747	191 218	718 965	718 965	729 182
Enlèvement de la neige	354 188	355 146		355 146	355 146	332 562
Éclairage des rues	52 460	53 559		53 559	53 559	64 927
Circulation et stationnement	34 500	53 464	250	53 714	53 714	34 053
Transport collectif						
Transport en commun	470 284	418 142	1 107	419 249	419 249	923 555
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
	1 514 307	1 408 058	192 575	1 600 633	1 600 633	2 084 279

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	208 725	93 152	4 795	97 947	97 947	148 004
Réseau de distribution de l'eau potable	24	140 043	177 990	193 909	371 899	371 899	359 415
Traitement des eaux usées	25	387 019	387 006		387 006	313 905	246 356
Réseaux d'égout	26	178 319	189 461	269 613	459 074	459 074	466 943
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	106 357	102 642		102 642	102 642	104 185
Élimination	28	113 861	112 126		112 126	112 126	107 004
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	132 051	135 177	10 046	145 223	145 223	122 767
Tri et conditionnement	30						14 705
Matières organiques							
Collecte et transport	31	215 174	211 957		211 957	211 957	134 903
Traitement	32						74 206
Matériaux secs	33	40 290	36 761		36 761	36 761	62 021
Autres	34	20 671	13 181	1 156	14 337	14 337	9 488
Plan de gestion	35	5 673	4 904		4 904	4 904	
Autres	36						
Cours d'eau	37	26 992	19 174		19 174	19 174	26 159
Protection de l'environnement	38	33 394	26 916		26 916	26 916	31 635
Autres	39						
	40	1 608 569	1 510 447	479 519	1 989 966	1 916 865	1 907 791
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	51 843	52 968		52 968	52 968	51 952
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	51 843	52 968		52 968	52 968	51 952
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	302 175	327 193	7 406	334 599	334 599	288 995
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	25 000	350		350	350	510
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 000					1 332
Tourisme	49	5 220	9 010		9 010	9 010	4 229
Autres	50						
Autres	51						
	52	334 395	336 553	7 406	343 959	343 959	295 066



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	49 982	56 894	56 894	56 894	57 465
Patinoires intérieures et extérieures	54	72 536	72 121	75 710	75 710	73 440
Piscines, plages et ports de plaisance	55			3 589		
Parcs et terrains de jeux	56	341 327	331 184	331 184	331 184	350 106
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	180 140	186 110	116 948	303 058	282 788
	60	643 985	646 309	120 537	766 846	763 799
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	159 567	161 777	1 774	163 551	156 755
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	3 500	780	780	780	6 892
Autres ressources du patrimoine	64	3 146	2 632	2 632	2 632	
Autres	65					
	66	166 213	165 189	1 774	166 963	163 647
	67	810 198	811 498	122 311	933 809	927 446
	68					
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	141 387	123 990		123 990	208 012
Autres frais	70	7 011	6 937		6 937	29 833
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	200			6 763	10 960
Autres	73	148 598	130 927		536	249 341
					130 927	208 627
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75	910 675	920 165	( 920 165 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

### **Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

### **Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

---

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2018-06-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	6 928 722
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	186 945
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	31 149
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<b><u>6 710 628</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	823 854 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>832 498 800</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<b><u>828 176 800</u></b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14       , 8 1 0 3 / 100 \$

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		690 283	264 024
Usines de traitement de l'eau potable	2	174 672	174 586	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	693 817	693 817	467 348
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	105 961	105 961	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	375 994	375 994	341 344
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		911	42 106
Édifices communautaires et récréatifs	14			354 817
Améliorations locatives	15		18 789	8 357
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	7 804	15 539	89 782
Ameublement et équipement de bureau	18	15 047	17 564	39 182
Machinerie, outillage et équipement divers	19	80 257	68 618	70 555
Terrains	20	2 500	2 500	
Autres	21			
	22	1 456 052	2 164 562	1 677 515

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		690 283	264 024
Usines de traitement de l'eau potable	24	174 672	174 586	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	1 175 772	1 175 772	808 692
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	105 608	123 921	604 799
	34	1 456 052	2 164 562	1 677 515



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Rémunération</b>	35		
<b>Charges sociales</b>	36		
<b>Biens et services</b>	37	1 456 052	1 384 594
<b>Frais de financement</b>	38		
<b>Autres</b>	39		
	40	1 456 052	1 384 594

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	638 341	176 316	143 595	671 062
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 470 294	340 000	624 457	4 185 837
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 108 635	516 316	768 052	4 856 899
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 892 302	134 674	526 390	1 500 586
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 892 302	134 674	526 390	1 500 586
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	30 056	1 198		31 254
	14	1 922 358	135 872	526 390	1 531 840
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	1 922 358	135 872	526 390	1 531 840
	19	7 030 993	652 188	1 294 442	6 388 739
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>7 030 993</b>	<b>652 188</b>	<b>1 294 442</b>	<b>6 388 739</b>

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	17 186	17 185	24 422
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4		1 411 710	100 497
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	1 009	1 010	1 416
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	383 190	322 686	322 686
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11		362 100	(48 692)
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13	1 992	1 992	1 992
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	27 676	15 669	27 676
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	431 053	2 132 352	55 506

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>	<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
Cadres et contremaîtres	1	6,00	10 524,00	453 773	95 271	549 044
Professionnels	2					
Cols blancs	3	10,00	17 148,00	373 571	69 895	443 466
Cols bleus	4	9,00	18 146,00	375 203	66 392	441 595
Policiers	5					
Pompiers	6	25,00	7 048,00	186 158	22 682	208 840
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	50,00	52 866,00	1 388 705	254 240	1 642 945
	9	7,00		109 159	29 008	138 167
	10	57,00		1 497 864	283 248	1 781 112

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		66 606			66 606
Réseau de distribution de l'eau potable	8 071				8 071
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout	11 648				11 648
Autres	313 302	275 126			588 428
	333 021	341 732			674 753

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		67
	4		67
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 981	6 981
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 981	6 981
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	13 798	13 798
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	13 798	13 798
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	24 119	24 119
Réseau de distribution de l'eau potable	17	31 134	31 134
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	30 027	57 177
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	3 511	3 511
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	88 791	115 941
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	21 357	21 357
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	21 357	21 357
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	130 927	158 144

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoît Proulx, maire	19 811	9 906
Donald Robinson, conseiller	9 021	2 740
Nicolas Villeneuve, conseiller	8 376	4 188
Michel Thorn, conseiller	8 259	4 130
Marie-Ève Corriveau, conseillère	7 325	3 157
Louis-Philippe Marineau, conseiller	7 743	3 871
Alain Théorêt, conseiller	6 297	2 740
Régent Aubertin, conseiller	1 229	615
Alexandre Dussault, conseiller	1 429	715
Marie-Josée Archetto, conseillère	1 179	590

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 400 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	10 606 \$	



**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ 27 295 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ 13 999 \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement 37 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution 40 \_\_\_\_\_

**Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 5 114 874

Taxes spéciales

Service de la dette 2

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 5 114 874

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 277 126

Égout 11 228 600

Traitement des eaux usées 12 353 260

Matières résiduelles 13 613 225

Autres

- 14

- 15

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 27 000

Service de la dette 18 327 927

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 1 827 138

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 1 827 138

26 6 942 012

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	7 444
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	79 151
	9	86 595

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	86 595

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	86 595

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 0,5855 /100\$ 6 .....	3 999 396				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 0,6033 /100\$ 9 .....	86 000				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 0,9200 /100\$ 12 .....	456 363				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 0,8932 /100\$ 15 .....	58 634				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 0,7500 /100\$ 21 .....	128 753				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 0,5855 /100\$ 24 .....	385 728				
<b>Total</b>			5 114 874	26 ( .....	27 ( .....	28 ( .....	5 114 874
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>				54 ( .....	55 ( .....	56 ( .....	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 ( ) 27 ( ) 28			29
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 ( ) 56 ( ) 57			58
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	X 60	% 61	62 ( ) 63 ( ) 64			65



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1   0   5	,	0   0	\$
Égout	2	9   0	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1   7   0	,	0   0	\$
Matières résiduelles	5	2   0   5	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Règlement 7-2003	55,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (26%)	10,9348	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (74%)	67,5479	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,0807	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	38,4261	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	165,7930	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,5382	3	
Règlement 12-2004	3,1415	3	
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2013 (48e avenue)	680,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 942 012
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	186 127
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>6 728 885</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	836 544 952
--	----	-------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"> </span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"> </span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> </div> , <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">8</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">4</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">4</span> </div> /100 \$
--	----	---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

563

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	455 688	58 634	118 781	86 000	384 846	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	9 291	1 053	7 996	1 565	10 866	
Autres	5	95 785	6 228	14 475	43 100	26 400	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	560 764	65 915	141 252	130 665	422 112	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>Résiduelle</b>		<b>Total</b>
	<b>Résidentielles</b>	<b>Agriculture Résidences</b>	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 4 009 417	1 508	5 114 874
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 284 770		12 386
Autres	13 1 216 486	30 412	39 325
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 5 510 673	31 920	51 711
			6 915 012

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	338 194 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	8 489 425 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	613 796 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	131 501 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1110 CHEMIN PRINCIPAL  
(no) (rue)  
ST-JOSEPH-DU-LAC J0N 1E0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 623-1072  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cladouceur@sjdl.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom STÉPHANE GIGUÈRE

Téléphone (450) 623-1072  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sgiguere@sjdl.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom DCA, COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ, INC.

Titre COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

Adresse 601 BOUL. DE L'INDUSTRIE  
(no) (rue)  
ST-PAUL J0K 3E0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mmorel@dca-sf.ca

Responsable du dossier MÉLANIE MOREL, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Stéphane Giguère , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Joseph-du-Lac .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 158 673 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,8103 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-06-04 17:30:39

Date de transmission au Ministère : 2018/06/06